



CGT-Educ'Action Ile-de-France
La mobilisation se poursuit
Personnels, lycéens, parents,
Agissons ensemble
Jusqu'à satisfaction de nos revendications
Tous en grève le jeudi 10 avril

Darcos a beau vouloir traiter la mobilisation qui se développe par l'insulte en parlant « d'ignorants » à propos de tous les lycéens, ou par une posture de fermeté et l'ignorance en annonçant qu'il ne reviendra pas sur les 11 2000 suppressions de poste au niveau national : cette position ne sera pas tenable longtemps. Face à la mobilisation qui se poursuit et s'amplifie dans la Région Parisienne et en France, il devra répondre aux revendications. Rappelons d'ailleurs que le recteur de l'académie de Créteil qui tenait les mêmes propos a du reculer en rendant de nombreux postes et 25% des BEP qu'il voulait supprimer et en faisant diminuer de manière notable le taux d'heures supplémentaires.

Les manifestations de la semaine, rassemblant lycéens et enseignants, montrent que la mobilisation continue de s'étendre. De nombreux blocages d'établissements ont continué ou sont apparus. La mobilisation doit trouver de nouveaux rythmes et de nouvelles formes. Gagner en extension pour permettre aux établissements mobilisés depuis un moment d'avoir des perspectives est indispensable.

Au niveau national, nous avons déjà des remontées des actions qui ont lieu : Sur le Var, sur Bordeaux, sur Toulouse, des établissements sont entrés en grève. D'autres manifestations lycéennes souvent accompagnées d'enseignants se sont déroulées à Grenoble, Nanterre, Vitry, Créteil, Blois, Cannes et Bordeaux. Le premier degré est mobilisé aussi comme dans le Rhône, le Lot, la Gironde... L'AG des écoles du 94 a été un succès.

Du côté des lycéens, le mouvement est parti pour s'étendre nationalement. L'AG du jeudi 3 avril était commune aux lycéens et aux personnels. La répression commence à s'abattre dans un certain nombre d'établissements. Nous devons être extrêmement vigilants par rapport aux menaces et aux pressions qui sont faites vis-à-vis des élèves et des familles et à prendre des dispositions pour qu'aucun élève ne soit sanctionné du fait de son activité revendicative. La répression s'attaque aussi aux enseignants et militants syndicaux : ainsi notre camarade Rodolphe Juge, enseignant à La Courneuve, a été arbitrairement emprisonné après la manifestation du jeudi 3 avril et est convoqué au tribunal le jeudi 17 avril. Dans ce contexte, il apparaît indispensable d'être aux côtés des lycéens mobilisés.

Face à ces attaques sans précédent, seule notre détermination commune et la poursuite des mobilisations permettront de faire reculer le gouvernement qui entend poursuivre sa politique antisociale :

- Par l'alourdissement des effectifs par classe, la suppression des moyens spécifiques aux établissements ZEP et de nombreuses classes et options dans le 2nd degré, la mise en concurrence des établissements, la généralisation des bac-pro 3 ans et la suppression des BEP, les nouveaux programmes du 1^{er} degré, la suppression de 2h d'enseignement en primaire, les stages de remise à niveau CM1-CM2, le gouvernement veut poursuivre dans l'éducation nationale ses mesures rétrogrades et réduire les ambitions éducatives pour la jeunesse. L'ensemble de ces mesures réduit les chances de formation et de rattrapage pour les jeunes en difficulté scolaire, ainsi que l'ambition d'un niveau élevé de formation pour tous. **Le caractère démocratique et égalitaire de l'école est ainsi de plus en plus compromis.**
- Fidèle à son « travailler plus » pour soi-disant « gagner plus », **il entend détruire l'emploi public en multipliant les heures supplémentaires et les suppressions de postes** dans l'éducation qui aggraveront les conditions d'exercice des enseignants, dégraderont la qualité du service public et préfigure l'augmentation du temps de service statutaire que propose le rapport Pochard.

Cette politique ne passe plus !

Avec le ministre, les recteurs de Paris, Créteil et Versailles tentent de minimiser, d'intimider et délégitimer les actions et les revendications exprimées par les établissements du second degré : cela montre bien que la mobilisation des enseignants, élèves et parents est importante et que gouvernement et rectorat doivent en tenir compte. Le ministre refuse d'écouter les enseignants du premier degré refusant une école rétrograde.

Tous ensemble, continuons à nous mobiliser :

- Pour un collectif budgétaire permettant un service public d'éducation premier et second degré de qualité qui permette le maintien des postes, la transformation des HSA en postes et la création des postes nécessaires
- Contre la suppression des BEP et la généralisation du bac pro en 3 ans
- Pour une autre politique dans les écoles garantissant la scolarisation de tous les enfants en maternelle et dès 2 ans dont les parents en font la demande
- Contre toutes les mesures régressives dans l'éducation et les conclusions du rapport Pochard
- Contre des nouveaux programmes rétrogrades du primaire
- Pour des services publics de qualité, refusons les RGPP et la casse programmée de nos statuts
- Pour le réemploi et la titularisation de tous les précaires sans condition

L'intersyndicale second degré Région Parisienne (CGT, SNES, SNUEP, SNEP, FO, Sud, CNT, CFDT) appelle à faire grève et à manifester le jeudi 10 avril.

Dans le premier degré, des AG se sont tenus dans plusieurs départements montrant la volonté des enseignants à se mobiliser.

La CGT-Educ'Action Ile-de-France ainsi que d'autres organisations syndicales, appelle les enseignants du premier degré à rejoindre la mobilisation

La CGT-Educ'action Ile-de-France appelle à poursuivre, étendre et amplifier la mobilisation :

- Elle appelle à multiplier les AG d'établissements et de ville (1^{er} et 2nd degré, avec les élèves et les parents) et à poursuivre et étendre la grève reconductible qui s'est installée dans de nombreux établissements
- Elle appelle les enseignants à manifester en convergence avec les lycéens mardi 8 avril (préavis de grève déposé)
- Elle appelle tous les personnels, 1^{er} et 2nd degré, à faire grève et à manifester jeudi 10 avril
- Elle soutient la proposition d'une journée de manifestation avec les parents d'élèves samedi 12 avril
- Elle appelle à un rassemblement jeudi 17 avril à 9h devant le Palais de justice de Paris pour dire non à la répression et à la violence policière et défendre notre camarade Rodolphe Juge
- Elle proposera à l'intersyndicale RP de nouvelles actions rapidement si nous n'obtenons pas satisfaction

Tous avec les lycéens le mardi 8 avril !

14h Luxembourg en direction du ministère

Tous en grève le jeudi 10 avril !

14h Luxembourg en direction du ministère

Des AG se tiendront à la bourse du travail de Paris (rue du Château d'Eau) à 17h à l'issue des manifestations.

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite : me syndiquer prendre contact

Nom : Prénom :

Adresse personnelle :

Code postal : Commune :

Tél : E-mail :

Grade ou corps : Discipline :

Etablissement :

Code postal : Commune :

UNSEN-CGT 263 rue de Paris 93515 Montreuil cedex Tél : 01 48 18 81 47 E-mail : unsen@ferc.cgt.fr